

Canada in a Changing World Economy, par HARRY-G. JOHNSON. Un vol., 6 po. x 9, relié, 62 pages — UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, Toronto 5, Ontario, Canada, 1962 (\$2.50)

Jean McNeil

Volume 38, numéro 3, octobre–décembre 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001863ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001863ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

McNeil, J. (1962). Compte rendu de [*Canada in a Changing World Economy*, par HARRY-G. JOHNSON. Un vol., 6 po. x 9, relié, 62 pages — UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, Toronto 5, Ontario, Canada, 1962 (\$2.50)]. *L'Actualité économique*, 38(3), 480–481. <https://doi.org/10.7202/1001863ar>

nom de l'Organisation des États américains dont les premières manifestations se sont produites en 1926, mais dont l'état actuel avec représentation de toutes les républiques de l'hémisphère occidental date de 1890.

C'est des relations inter-américaines collectives, telles que représentées par l'Organisation des États américains, que s'occupe le présent ouvrage qui essaie d'établir le rôle de l'Organisation en question dans le développement de ces relations ; le progrès ou le recul de l'organisation régionale inter-américaine, et l'importance de la contribution possible de l'O.E.A. à la réalisation des objectifs prévus dans la nouvelle « alliance pour le progrès », que le président Kennedy a annoncée dans son premier discours sur l'état de l'Union.

L'ouvrage, historique et critique, est une analyse politique, claire et pénétrante des positions des divers pays, et particulièrement des États-Unis, au cours du long cheminement de l'idée d'association des républiques de l'hémisphère occidental et de sa laborieuse exécution, au moment même où l'existence de cette œuvre de patience est menacée par la baisse du sens de la solidarité politique et de l'esprit de coopération, et par la montée de tensions politiques.

En tant qu'organisation internationale vouée à la sauvegarde de la paix et de la sécurité des états membres, l'O.E.A. n'est pas mauvaise ; elle a contribué à la solution d'un bon nombre d'incidents mineurs dans les Caraïbes. Mais les tensions augmentent au lieu de diminuer et elles s'étendent maintenant à tout le continent. Ce n'est pas assez que l'O.E.A. ait réussi à apaiser les rivalités de certains chefs politiques et à régler certains incidents de frontières. Il faut qu'elle soit à la hauteur des problèmes qui se posent non seulement à l'échelle continentale mais même à l'échelle mondiale.

Mais, en définitive, il ne faut pas perdre de vue que le fond du problème est d'ordre économique et social. Les problèmes politiques qui assaillent les pays membres de l'O.E.A. sauf un (les États-Unis) plongent racines dans l'économie et l'ordre social qui en est la conséquence. On peut bien parler de révolution, de dictateurs, de communisme, mais tout cela n'est que façades ou conséquences.

L'incapacité dans laquelle on s'est trouvé jusqu'ici d'appliquer des remèdes efficaces aux maux économiques et sociaux, explique la détérioration qui s'est manifestée dans les relations inter-américaines et le déclin du prestige de l'O.E.A. Combien de temps cette dernière peut-elle survivre dans la situation actuelle ?... Ce qui est plus grave, c'est qu'en définitive l'enjeu véritable n'est pas tant le sort de l'O.E.A. que celui de la paix et de la sécurité du continent.

Camille Martin

Canada in a Changing World Economy, par HARRY-G. JOHNSON. Un vol., 6 po. x 9, relié, 62 pages. — UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, Toronto 5, Ontario, Canada, 1962. (\$2.50).

Le jour où il prendra ses propres responsabilités en face des problèmes qui se posent et le jour où il aura le courage de leur opposer une politique économique vigoureuse, ce jour-là, le Canada aura toutes les chances de s'assurer une

croissance soutenue. C'est en des termes analogues que l'économiste bien connu Harry G. Johnson terminait une série de conférences sur les difficultés de l'économie canadienne. Tenue sous l'égide de l'« Alan B. Plaunt Memorial Lectures », cette série de causeries a ensuite été publiée par les Presses Universitaires de Toronto dans le petit livre qui fait l'objet de ce commentaire.

M. Johnson analyse deux situations de fait qui, selon lui, caractérisent le marasme dans lequel se trouve l'économie du Canada à l'heure présente. Il souligne, en premier lieu, les changements survenus dans la structure du commerce international. Il ne fait pas de doute que la vague d'industrialisation qui déferle depuis la guerre sur le monde, en particulier sur les pays de l'Europe continentale et sur le Japon, produit aujourd'hui ses effets. L'Amérique du Nord (États-Unis et Canada) qui, au lendemain de la guerre, avait le monopole quasi incontesté du marché mondial, doit subir la concurrence très vive d'autres pays pouvant dorénavant produire les mêmes biens à coût moindre.

Il porte, en second lieu, son attention sur la stagnation de l'économie canadienne depuis 1958, stagnation qu'il attribue à des facteurs conjoncturels. Car elle résulte, à son avis, du maintien de la politique de restriction relative du crédit qui se manifeste dans le niveau élevé des taux d'intérêt.

On peut être en accord ou en désaccord avec les théories du professeur Johnson. La justesse de l'analyse en ce qui a trait aux structures du commerce mondial fait contraste, à notre avis, avec la simplicité avec laquelle l'auteur explique une stagnation qui dure depuis déjà quatre ans. Il veut attribuer à la politique monétaire une efficacité qu'elle n'a sans doute pas. Les difficultés économiques du Canada sont davantage liées aux difficultés de son commerce extérieur que ne le laisse entendre M. Johnson. C'est ce qui nous laisse croire que les facteurs structurels ont plus de poids que les facteurs conjoncturels dans l'explication de cette situation. D'ailleurs, les États-Unis ont à peu près le même problème. Il se pose différemment, il est vrai, parce que l'économie américaine ne repose pas aussi fortement sur le commerce extérieur.

Que le Canada ait fait preuve au cours des dernières années, d'un manque d'imagination et d'une absence de politique économique coordonnée, cela est un fait que M. Johnson relève avec raison. Quelle politique adopter alors ? L'auteur propose une libéralisation complète des échanges entre le Canada et les États-Unis doublée d'un système d'allocations compensatoires aux industries qui seront défavorisées par cette politique.

En somme, cette série de conférences est une synthèse des arguments que l'on a opposés à la thèse de M. Coyne, et qui ont éventuellement provoqué la démission retentissante de ce dernier. Cet ouvrage condense une prise de position essentielle dans l'histoire économique du Canada et, à ce titre, il devrait en intéresser plusieurs.

Jean McNeil

Les implications sociales du développement économique (Changements technologiques et industrialisation), par G. BALANDIER, J.-A. BANKS, J.-CLYDE MITCHELL ET AUTRES. Un vol., 6 po. x 9¼, bro-